VIGILANCE SANITAIRE : LA COVID-19 N’A PAS ENCORE DIT SON DERNIER MOT

Alors que les vacances se terminent, le nombre d’infections de COVID-19 dans plusieurs pays occidentaux est en hausse, suscitant des inquiétudes quant à la possibilité d’une nouvelle vague à travers le monde.

Les données de l’Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) indiquent une augmentation du nombre d’infections, avec entre 54 000 et 95 000 nouvelles infections au cours de la semaine du 6 au 12 août 2023. Cette augmentation est la première depuis le début de l’année 2023, qui avait été relativement calme en termes d’infections.

Bien que le niveau de stress actuel ne soit pas comparable à celui ressenti au début de la pandémie, le Dr. Donald Vinh, spécialiste des maladies infectieuses et microbiologiste médical au Centre universitaire de santé McGill (CUSM), estime que la situation ne soit pas à prendre à la légère. Les

experts surveillent de près une augmentation de la concentration de SRAS-CoV-2 dans les eaux usées ainsi que du nombre d'hospitalisations, qui sont remontées au-dessus de 600 par exemple au Québec.

La grande préoccupation reste celle des variants. Bien que l'on ait moins entendu parler de nouveaux variants ces derniers mois, le virus continue de muter. Le variant EG.5, communément appelé Eris, semble avoir pris le dessus et est en train de devenir dominant dans de nombreuses régions du monde. Il est estimé que ce variant est 20 % plus transmissible que d'autres souches d'Omicron. De plus, le variant BA.2.86 est sous surveillance car il présente 30 mutations supplémentaires par rapport au sous-variant d'Omicron, le BA.2, qui avait provoqué une forte augmentation des infections à travers le monde fin 2022. Les experts craignent que ces mutations ne permettent au virus d'échapper davantage à l'immunité acquise, que ce soit par la vaccination ou par l'infection.

Qu'en est-il de l'immunité ?

L'immunité, qu'elle soit conférée par la vaccination ou par une infection antérieure, diminue avec le temps. Seuls 62 % des personnes ayant reçu la série primaire de vaccination contre la COVID-19 sont encore résistants. Au cours des six derniers mois, seuls 5 % des Canadiens ont reçu une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui signifie que pour la plupart des gens, plus d'un an se sera écoulé depuis leur dernière dose. Même ceux qui ont été précédemment infectés ne devraient pas présumer qu'ils sont immunisés contre la COVID-19, car certains variants peuvent échapper au système immunitaire avertissent des chercheurs de l'Université McMaster.

Bien que les nouveaux variants ne semblent pas provoquer des formes plus graves de la maladie, le Dr. Vinh met en garde contre la minimisation de la gravité de la COVID-19. La maladie peut avoir des conséquences graves à court et à long terme, y compris la « COVID longue ».

Les tests rapides restent un outil important pour détecter les infections de COVID-19, bien que leur sensibilité diminue chez les personnes asymptomatiques. Ils ont tout de même permis de détecter la majorité des infections au SRAS-CoV-2. Le Dr. Vinh suggère même que les tests gratuits en pharmacie pourraient être réintroduits en cas de nouvelle vague pour responsabiliser la population.

Retenons que la COVID-19 est loin d'être éradiquée, et les inquiétudes liées aux nouveaux variants et à la diminution de l'immunité suscitent des préoccupations. La vigilance et le respect des mesures préventives, y compris la vaccination, restent essentiels pour faire face à une possibilité d'une nouvelle flambée de la maladie.

Megan Valère SOSSOU

Journée mondiale des vautours : A la découverte des gardiens de vies en déclin

Chaque année, le 1er septembre, le monde entier se rassemble pour célébrer la Journée Internationale des Vautours. Cette journée est bien plus qu'une simple occasion de reconnaître ces majestueux oiseaux charognards. Elle nous rappelle l'importance des vautours dans nos écosystèmes et souligne les menaces qui pèsent sur leur survie.

Au Bénin, on retrouve aussi le vautour. Communément appelé en langue Fon Aklassou.

Ils sont présents particulièrement dans le parc de la Pendjari. Néanmoins quelques

individus subsistent dehors des parcs nationaux, notamment dans les savanes

boisées du nord-Bénin, autour des forêts classées des Trois Rivières et de l’Alib

ori
Supérieur. Il s’agit en réalité des vautours africains.

Les vautours africains fréquentent les milieux ouverts moins boisés comme les prairies herbeuses, les savanes, les marécages et les boisements clairsemés. On les trouve également dans les allées d’arbres qui bordent les cours d’eau et dans les broussailles épineuses. Ils sont remarquables là où il y a des troupes importantes de grands mammifères.

Des gardiens de la vie en déclin

Les vautours jouent un rôle essentiel dans les écosystèmes et

sont les gardiens de la vie, nettoyant les paysages de charognes et de carcasses d'animaux morts, évitant ainsi la propagation de maladies potentielles. En éliminant rapidement les restes d'animaux en décomposition, les vautours contribuent à maintenir l'équilibre naturel et à prévenir les épidémies.

Malheureusement, la population de vautours est en déclin à l'échelle mondiale. Les menaces qui pèsent sur ces oiseaux sont nombreuses. L'empoisonnement intentionnel et non intentionnel, souvent causé par l'ingestion de carcasses contaminées par des pesticides ou des médicaments vétérinaires, est l'une des principales causes de décès. La perte d'habitat due à l'urbanisation et à la déforestation, ainsi que le braconnage ciblant les vautours pour leurs organes, contribuent également à la diminution de leurs populations.

Nécessité de mesures de conservation

La Journée Internationale des Vautours ne se contente pas de sensibiliser, elle encourage également des actions concrètes pour protéger ces oiseaux en voie de disparition. Les mesures de conservation comprennent la création de zones protégées pour les vautours, la promotion de pratiques agricoles plus sûres et la régulation stricte de l'utilisation de pesticides et de médicaments vétérinaires. Les gouvernements, les organisations environnementales et les communautés locales sont invités à travailler ensemble pour garantir la survie des vautours.

Megan Valère SOSSOU

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT 2023: NAIROBI AU CŒUR DE LA CROISSANCE VERTE ET DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Du 4 au 6 septembre, Nairobi, la capitale du Kenya, sera le théâtre d'un événement environnemental d'envergure internationale : le Sommet Africain sur le Climat (ACS) et la Semaine Africaine du Climat.

Ces événements, co-organisés par la République

du Kenya, la Commission de l’Union Africaine et la Convention-cadre des Nations

Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), rassemblera un événementiel im

pr
es
si
on
na
nt
de
pa
rt
ic
ip
an
ts
,
no
ta
mm
en
t
de
s
ch
ef
s
d’
Ét
at
et
de
go
uv
er
ne
me
nt
,
de

s décideurs politiques, des représentants de la société civile, des acteurs

du secteur privé, des institutions multilatérales, et des jeunes engagés, venus

d’Afrique et d’ailleurs.

Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique :

Sous le thème « Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique pour l’Afrique et le Monde », l’ACS vise à consolider l’action climatique mondiale autour du financement climatique et du développement positif pour le climat. L’Afrique cherche à affirmer sa position en matière de changement climatique et à mettre en avant son potentiel d’action climatique. Le sommet abordera des sujets essentiels tels que les énergies renouvelables, l’agriculture durable et les minéraux critiques, entre autres, afin de promouvoir la croissance verte et de susciter de nouveaux partenariats.

L’engagement du Kenya

La Secrétaire du Cabinet du Kenya pour l’environnement, le changement climatique et la foresterie, Hon Soipan Tuya, a exprimé l’honneur du Kenya d’accueillir ces événements majeurs. Elle a souligné que le Kenya jouera un rôle clé dans l’organisation de l’ACS et de la Semaine Africaine du Climat, guidé par son président, S.E. le Dr William Ruto, également président du Comité des chefs d’État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC). Elle a mis l’accent sur le rôle majeur que joue le sommet en fournissant

une plate-forme pour façonner l’action climatique et les solutions de financement climatique pour l’Afrique.

Une jeunesse engagée dans l’action climatique

Le sommet accorde une importance particulière à la participation des jeunes, reconnaissant leur rôle crucial dans la définition de l’avenir climatique. Avec près de 63 % de la population africaine âgée de moins de 25 ans, le potentiel des jeunes en tant qu’acteurs clés de l’action climatique est inestimable. Le sommet vise à les responsabiliser, à leur donner une voix et à les encourager à contribuer à un avenir durable.

Le sommet remet en question les vieux clivages entre le Nord et le Sud en mettant en avant l’interdépendance des défis mondiaux et la nécessité d’une responsabilité partagée. Cette approche collaborative favorise le dialogue entre les parties prenantes et souligne le potentiel de solutions qui tirent parti des forces et des ressources de toutes les régions.

Le changement climatique est un défi urgent qui nécessite une action mondiale concertée. Le Sommet Africain sur le Climat 2023 s’annonce comme un événement majeur pour façonner l’avenir de l’action climatique en Afrique et dans le monde.

Megan Valère SOSSOU

Chauves-souris : les héroïnes méconnues de la nature à

l’honneur

Aujourd’hui, samedi 26 Août 2023, le monde entier célèbre la nuit internationale des chauves-souris. Ces créatures fascinantes plus scientifiquement appelées chiroptères, suscitent souvent des malentendus et des préjugés injustes au sein de la communauté. Cependant, ces mammifères volants, les seuls de leur genre, utilisant l’écholocation pour se repérer et chasser leurs proies, jouent un rôle vital dans le maintien de l’équilibre écologique. Dans cet article, nous allons plonger dans le monde des chauves-souris, découvrir leurs caractéristiques uniques et explorer leur importance dans la nature.

Les chauves-souris sont présentes dans presque tous les pays du monde, habitant principalement des grottes, des végétations, et des milieux humides. Au Bénin, on estime qu’il existe environ 54 espèces de chauves-souris, contribuant ainsi à la richesse de la faune du pays.

Malheureusement, comme beaucoup d’espèces animales, les chauves-souris ne sont pas à l’abri des menaces anthropiques. La déforestation, la destruction de leur habitat, et l’urbanisation croissante mettent en péril leur stabilité. Elles sont également chassées, capturées, et prélevées de manière excessive pour la consommation et la commercialisation.

A Parakou, par exemple, des jeunes utilisent des lance-pierres pour attaquer ces animaux inoffensifs. Cependant, certains sages, comme Abel OGUIDI, rappellent que les chauves-souris ne méritent pas d’être abattues. Ces créatures quittent leur habitat lorsqu’elles se sentent perturbées ou menacées. Le manque de compréhension quant à l’importance des chauves-souris dans la régulation des écosystèmes peut expliquer ces menaces.

En réalité, les chauves-souris jouent un rôle écologique crucial. Elles sont de puissants pollinisateurs, contribuant à la reproduction de nombreuses plantes et fleurs, notamment le baobab et l’iroko. Environ 500 espèces de fleurs à travers le monde dépendent des chauves-souris pour leur pollinisation, selon le PNUD.

Outre leur rôle de pollinisateurs, les chauves-souris sont de voraces prédateurs d’insectes. Une petite chauve-souris brune peut consommer jusqu’à son propre poids en insectes, soit environ 600 par heure, ce qui équivaut à une nuit de festin pour ces mammifères. Avoir des chauves-souris près de chez soi peut donc contribuer à réduire les populations d’insectes nuisibles de manière naturelle, sans recourir à des insecticides ou pesticides.

De plus, les chauves-souris se délectent de moustiques, potentiellement porteurs de maladies telles que la dengue, le chikungunya, ou le paludisme, qui sévissent surtout en Afrique.

Le rôle écologique des chauves-souris est donc inestimable. Malgré les préjugés et les perceptions négatives qui les entourent, il est crucial de les protéger contre les multiples menaces auxquelles elles sont exposées. La Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB) souligne que de nombreuses populations de chauves-souris sont en régression à travers le monde, en raison des activités humaines et des changements globaux.

Pour le Bénin, renforcer le cadre juridique en faveur de ces créatures est une étape essentielle pour assurer leur protection sur l'ensemble du territoire. En comprenant et en préservant ces mammifères volants, le Bénin et d'autres régions du monde peuvent préserver un équilibre essentiel dans la nature. Les chauves-souris, bien loin des préjugés, méritent notre attention et notre protection pour le bien de notre environnement et de notre planète.

Venance Ayebo TOSSOUKPE

Entretien avec Liliane Marie Julie AGBO, Chirurgienne Dentiste sur les problèmes bucco-dentaires

La santé bucco-dentaire est un aspect essentiel de notre bien-être général, souv

entnégligé. Nous avons eu l’opportunité de discuter avec le Dr. Liliane Marie Ju

lie AGBO, Chirurgienne Dentiste de haut rang, classée numéro 87 de l’Ordre National

al
de
s
Ch
ir
ur
gi
en
s-
De
nt
is
te
s
du
Bé
ni
n,
po
ur
ex
pl
or
er
le
s
ca
us
es
de
s
ma
la
di
es
bu
cc

o-
de
nt
ai
re
s,
le
s
pr
ob
lè
me
s
co
ur
am
me
nt
re
nc
on
tr
és
,
et
le
s
mo
ye
ns
de
pr
év
en
ir
et
de

maintenir une bonne santé bucco-dentaire.

Le Dr. AGBO souligne que les maladies bucco-dentaires ne se limitent pas seulement aux dents, mais englobent également d'autres composantes de la bouche, notamment les tissus de soutien, la langue, les muqueuses et les glandes salivaires. Une mauvaise hygiène buccale est souvent la principale coupable, favorisant l'accumulation de plaque dentaire et la prolifération de bactéries cariogènes. D'autres facteurs incluent de mauvaises habitudes alimentaires, la consommation excessive de sucres ou d'acides, un brossage agressif, le tabagisme, la consommation d'alcool et de drogues, ainsi que certaines conditions médicales et médicaments.

Selon le Dr. AGBO, la prévalence des problèmes bucco-dentaires varie en fonction de l'âge des patients. Les caries dentaires sont omniprésentes, touchant aussi bien les enfants que les

adultes et les personnes âgées. En plus des caries, les adolescents et les adultes peuvent souffrir de problèmes de gencives liés à une mauvaise hygiène buccodentaire. Des lésions muqueuses, des problèmes parodontaux et, plus rarement, des lésions tumorales bénignes et malignes sont également observés. Les traumatismes faciaux, souvent dus à des accidents de la route, constituent une autre préoccupation.

Le Dr. AGBO insiste sur l'importance de la santé bucco-dentaire pour notre bien-être général. Elle encourage la pratique d'habitudes hygiéno-diététiques appropriées, notamment un brossage des dents deux fois par jour, l'utilisation de dentifrice fluoré, et l'attention portée à la langue. Elle recommande également des bains de bouche sans alcool pour maintenir une hygiène buccodentaire optimale. Une alimentation équilibrée, la limitation des sucres et des aliments acides, ainsi qu'une vigilance accrue en cas de maladies sous-jacentes, sont également conseillées. En outre, une visite annuelle chez le dentiste, complétée par un détartrage tous les six mois, est essentielle pour une santé bucco-dentaire optimale.

Le Dr. AGBO rappelle que les problèmes bucco-dentaires ne s'améliorent pas d'eux-mêmes. Toute douleur, aussi mineure soit-elle, doit être examinée par un dentiste, car elle peut indiquer une pathologie bucco-dentaire avancée. Les patients ne devraient pas attendre que la douleur devienne insupportable, car cela peut entraîner des complications coûteuses et graves.

Pour ceux qui vivent dans des régions où l'accès aux spécialistes dentaires est limité, le Dr. AGBO recommande une stricte adhésion aux règles d'hygiène buccodentaire. Elle souligne que la prévention est essentielle et encourage les personnes à consulter un dentiste dès les premiers signes de douleur ou d'inconfort. Dans de telles situations, un déplacement vers un spécialiste dentaire est souvent

nécessaire, car il n’y a pas de solution ou de remède miracle pour les problèmes bucco-dentaires.

La conversation avec le Dr. Liliane Marie Julie AGBO met en lumière l’importance cruciale de la santé bucco-dentaire et l’impact qu’elle peut avoir sur notre bien-être général. La prévention, la vigilance et une attention précoce aux problèmes dentaires sont essentielles pour maintenir des sourires sains et une qualité de vie optimale.

Projet BENKADI au Bénin : Des Attentes Clairvoyantes envers les Acteurs pour le Bien-être des Communautés

Au Bénin comme au Mali, au Burkina Faso et en Côte-d’Ivoire, le projet BENKADI s’est donné pour mission d’améliorer qualitativement l’efficacité des politiques publiques en matière d’adaptation au changement climatique et d’atténuation de ses effets en encourageant une plus grande participation citoyenne.

Pour mener à bien cette mission, BENKADI collabore étroitement avec un large év

en
ta
il
d’
ac
te
ur
s
en
qu
i,
il
pl
ac
e
de
gr
an
de
s
at
te
nt
es
.
Il
s’
ag
it
de
s
au
to
ri
té
s
lo

cales, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé et

des ministères sectoriels.

Des autorités locales

Les autorités locales jouent un rôle crucial dans la réussite du projet BENKADI. C'est pourquoi, le projet attend d'elles une compréhension approfondie des enjeux du projet et un engagement ferme en faveur de sa mise en œuvre réussie. Cet engagement se traduit par une déclaration écrite du Conseil Communal, une participation active aux activités du projet, notamment les ateliers de concertation multi-acteurs et la sensibilisation sur la conservation des écosystèmes. De plus, elles sont encouragées à prendre des mesures administratives pour favoriser l'adoption de l'Adaptation Basée sur les Écosystèmes (ABE) et à élaborer et mettre en œuvre un Plan de Développement Communal (PDC) prenant en compte l'ABE.

Des Organisations de la Société Civile

Les OSC jouent un rôle vital dans la mise en œuvre du projet BENKADI. Le projet attend d'elles qu'elles améliorent leur connaissance de l'ABE et de la participation citoyenne, renforcent leurs capacités en plaidoyer et lobbying, accompagnent les communautés locales, assurent une veille citoyenne et soutiennent la mise en œuvre des actions de l'ABE dans les communes. Leur rôle est essentiel pour garantir un

dialogue multi-acteur efficace et renforcer la résilience des communautés locales.

Des acteurs du secteur privé

Les acteurs du secteur privé ont un rôle à jouer dans la promotion de l'ABE. Le projet BENKADI attend d'eux qu'ils s'approprient les enjeux de l'ABE, collaborent avec le projet, accroissent leurs connaissances sur les pratiques promues par l'ABE en lien avec leurs activités économiques, et initient l'application de ces pratiques. Ils sont également encouragés à impliquer les communautés locales dans leurs activités économiques et à adopter des pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

Des ministères sectoriels

La collaboration efficace des ministères sectoriels est d'une grande nécessité pour atteindre les objectifs du projet BENKADI. Ainsi, le projet attend d'eux qu'ils facilitent la mise en place d'un cadre institutionnel plus inclusif au niveau national et local, ainsi que le dialogue multi-acteur. Ils sont encouragés à améliorer leurs connaissances sur la participation citoyenne et l'ABE, à accompagner tous les acteurs dans l'intégration de l'ABE dans les projets et programmes du gouvernement, et à promouvoir une participation équilibrée de toutes les catégories d'acteurs, y compris les jeunes, les femmes, les communautés locales et les personnes vivant avec un handicap, dans le processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques.

En somme, le projet BENKADI place des attentes clairvoyantes sur les épaules de divers acteurs, dans l'objectif commun de promouvoir l'ABE et de renforcer la résilience face au changement climatique au Bénin. Ce projet représente un modèle de collaboration multi-acteurs pour un avenir plus durable.

Megan Valère SOSSOU

Alerte en Afrique de l’Ouest et Centrale : Insécurité alimentaire au plus haut niveau en une décennie

Une récente étude des Nations Unies a révélé une situation alarmante en Afrique de l’Ouest et Centrale, où l’insécurité alimentaire aiguë atteint son niveau le plus élevé en une décennie. Cette expansion inquiétante de l’insécurité alimentaire touche particulièrement les pays côtiers et les régions en conflit du Burkina Faso et du Mali, ce qui entrave considérablement les efforts d’aide humanitaire.

Selon l’analyse basée sur le Cadre harmonisé de mars 2023, environ 45 000 personnes dans la région du Sahel seront confrontées à des niveaux de faim catastrophiques, se situant juste avant le seuil de la famine. Parmi elles, 42 000 se trouveront au Burkina Faso et 2 500 au Mali. Les facteurs combinés, tels que les conflits, les impacts climatiques, la pandémie de COVID-19 et les prix élevés des denrées alimentaires, exacerbent la faim et la malnutrition.

Cette détérioration de la sécurité alimentaire se traduit également par une augmentation significative de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans en cette année 2023, avec une hausse de 83% par rapport à la moyenne de la période 2015-2022. Environ 16,5 millions d’enfants seront touchés, dont 4,8 millions souffriront de formes sévères débilitantes. Les incidents de sécurité dans la région, en hausse de 79% entre 2019 et 2023, provoquent des déplacements massifs de population, perturbant l’accès aux terres agricoles et aux ressources nécessaires.

Malgré une amélioration des précipitations en 2022, l’accès et la disponibilité des denrées alimentaires restent préoccupants. La région dépend toujours des importations alimentaires nettes, mais la dépréciation monétaire et l’inflation élevée font grimper les coûts d’importation. De plus, des défis économiques et fiscaux entravent les initiatives visant à stimuler la production alimentaire locale.

Face à cette crise, les organisations internationales lancent un appel à une action collective. Il est impératif d’investir dans le renforcement des capacités des communautés à faire face aux chocs et de promouvoir des solutions locales et durables pour la production, la transformation et l’accès aux denrées alimentaires, en particulier pour les groupes vulnérables.

Les partenaires humanitaires, de développement et le secteur

privé sont également sollicités pour soutenir les gouvernements nationaux dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les programmes doivent englober des systèmes de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des initiatives de protection sociale ciblant les femmes et les jeunes enfants. De plus, les partenariats doivent contribuer à la prévention et au traitement de la malnutrition infantile tout en abordant les défis liés au climat et à la durabilité des ressources naturelles.

En conclusion, la crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et Centrale exige une réponse urgente et collective pour atténuer les effets dévastateurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Les enjeux sont considérables, mais ensemble, nous pouvons apporter un changement significatif et offrir un avenir meilleur aux populations touchées.

Megan Valère SOSSOU

2e édition de la Conférence africaine sur la réduction des risques en santé : un rendez-vous majeur au Maroc

La deuxième édition de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé approche à grands pas, promettant des échanges encore plus enrichissants autour du thème central de la santé en Afrique, axé sur l'eau, l'environnement et la sécurité alimentaire.

Placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cette rencontre de haut niveau sera à nouveau co-organisée par le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale du Maroc, en collaboration avec l'Association Marocaine des Médecines Addictives et Pathologies Associées (MAPA) et l'African Global Health (AGH).

Pour cette nouvelle édition, le prestigieux Palais des Congrès MANSOUR EDDAHBI à Marrakech ouvrira ses portes du 27 au 29 septembre 2023 pour accueillir cet événement majeur. Plusieurs activités viendront enrichir ces journées, dont des panels captivants qui constitueront le cœur des échanges.

Ces panels aborderont des enjeux cruciaux pour l'Afrique et le monde, à savoir :

- **Réduction des risques – santé et environnement** : Qualité de l'air, réchauffement climatique, maladies respiratoires.
- **Sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde** : Quelle réduction des risques ?

- **Nutrition & éducation alimentaire** : Perspectives d’avenir Sud-Sud.
- **Eau potable** : Investissement continental et équité.
- **Réduction des risques et écosystèmes de demain** : L’équation africaine.

Cette conférence s’annonce comme un moment clé pour partager des idées, des perspectives et des solutions liées à ces défis majeurs en matière de santé, d’environnement et de sécurité alimentaire.

Du succès de la précédente édition

Il est important de rappeler le succès de la première édition de cette conférence, qui s’est tenue du 16 au 18 novembre 2022. Cette première édition a rassemblé des experts nationaux et internationaux ainsi que des représentants de différents pays, créant ainsi une plateforme africaine d’échange d’idées fructueuses dans le domaine de la santé publique et de la prévention des risques.

Cette conférence pionnière a ouvert la voie à une collaboration renforcée en Afrique en vue d’améliorer la santé

publique et de réduire les risques sanitaires. Elle a été une étape essentielle pour faire progresser la vision d'une Afrique plus unie et résiliente face aux défis de la santé.

Restez à l'écoute pour plus d'informations sur cet événement qui s'annonce incontournable pour tous les acteurs de la santé en Afrique et au-delà.

Megan Valère SOSSOU

Alerte météorologique au Bénin: Sourires et Précautions pour ce mois d'août

La saison des pluies, bienfaitrice pour les activités agricoles et le moral des populations rurales, peut également se révéler impitoyable lorsque les précipitations deviennent excessives. Ce mois d'août, le Nord du Bénin connaît des pluies particulièrement intenses, entraînant la montée rapide des cours d'eau. Si ces pluies apportent leur lot de bienfaits, elles peuvent aussi susciter des inquiétudes.

Face à ce risque potentiel, l’Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) a pris l’

initiative de lancer des alertes préventives. Avec des précipitations fortes et co

nstantes, le spectre des inondations qui ont marqué les années précédentes pl

ane à nouveau. L’ANPC cherche à éviter que ces scénarios se répètent en informan

t et en sensibilisant la population.

En se basant sur les données météorologiques fournies par METEO Bénin, l’ANPC a identifié plusieurs communes particulièrement à risque. Les communes de Malanville, Karimama, Bonou et Zagnanado sont actuellement en alerte de niveau jaune, signalant un risque accru d’inondations. Ces zones sont sous surveillance, car elles se trouvent dans des bassins hydrographiques sensibles, notamment ceux du Niger et de l’Ouémé.

L’objectif de cette mise en garde est d’inciter chaque citoyen vivant dans ces régions vulnérables à prendre des mesures préventives. Les populations sont encouragées à rester vigilantes et à se préparer en conséquence. Des actions simples, telles que l’évacuation des zones à risque, le stockage de provisions essentielles et la sensibilisation des voisins et des familles, peuvent contribuer à minimiser l’impact potentiel des inondations.

Les autorités locales et l’ANPC travaillent de concert pour mettre en place des mesures d’intervention rapide en cas

d’urgence. Des équipes de secours sont prêtes à intervenir pour évacuer les populations en danger et fournir une aide humanitaire si nécessaire.

La saison des pluies, bien qu’offrant une chance de renouveau pour l’agriculture et les régions rurales, nécessite également une approche proactive de prévention des catastrophes. En se préparant en amont et en suivant les recommandations des autorités, les communautés à risque peuvent contribuer à minimiser les pertes humaines et matérielles en cas d’inondations.

Face à la puissance de la nature, la vigilance et la coopération sont les clés pour préserver la sécurité et le bien-être de tous, tout en conservant le sourire même au cœur de la saison des pluies.

Christiane Alfreda AKOTEGNON

Pont Titirou-Banikanni à Parakou : Le tombeau à ciel ouvert désormais fermé

Le mercredi 10 mai 2023, l’équipe de l’organe de presse le Journal Santé Environnement s’était rendue sur le pont reliant les quartiers Titirou et Banikanni dans le 1er arrondissement. L’objectif était de constater et d’alerter sur l’état de dégradation de l’ouvrage de franchissement. Le constat était désolant.

Le pont s'était effondré profondément, créant une grande fosse, tel un tombeau à ciel ouvert. « Quand je passe par là, j'ai souvent peur surtout la nuit ». « Je demande au Maire de faire venir les maçons pour réparer le pont, afin qu'on puisse circuler en toute quiétude sur la voie ». Ce sont là les propos d'Aurèle Singbé et d'Esmelle Souroukou, deux jeunes élèves qui se prononçaient sur la situation du pont.

Des cris de cœurs qui semblent avoir reçu un écho favorable de la part des autorités municipales de Parakou. En tout cas, du constat fait ce jeudi 20 juillet 2023, la béante fosse, objet de toutes les inquiétudes est désormais fermée au bonheur des usagers, qui circulent désormais sur cette voie avec plus d'assurance et de sécurité.

La preuve que le Maire Inoussa Chabi Zimé et son équipe ne sont pas toujours insensibles aux cris et peines des populations de Parakou. Toutefois, de véritables travaux d'aménagement méritent encore d'être faits sur les infrastructures routières à Parakou, car, même ce qui est fait sur le pont Titirou-Banikanni actuellement n'est qu'une solution palliative qui ne va certainement pas durer dans le temps.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Lancement du Projet CASCADE : Un Pas de Géant pour la Sécurité Alimentaire au Bénin

La ville de Parakou a été le théâtre d'un événement d'importance majeure le jeudi 10 août. La phase régionale du projet « CAtalysing Strengthened policy aCtion for heAlthy Diets and resiliencE » (CASCADE) a été officiellement lancée. Cet événement intervient après le lancement inaugural du projet, le vendredi 26 mai dernier à Cotonou. Porté par le consortium CARE et GAIN, CASCADE vise à renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition au Bénin, contribuant ainsi à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la malnutrition chez les femmes en âge de procréer et les enfants.

D’un financement de 5,7 milliards de francs CFA pour le Bénin, le projet CASCADE est soutenu par le Royaume des Pays-Bas. S’étalant sur une période de 4 ans et 7 mois, il a pour objectif de promouvoir une alimentation saine pour 960 000 femmes en âge de procréer et enfants dans 20 communes réparties dans 6 départements béninois. Les départements du Couffo, de l’Ouémé, du Zou, du Borgou, de l’Alibori et de l’Atacora seront directement impactés par les actions du projet.

Au cœur des ambitions de CASCADE figurent l’amélioration de l’accès à une alimentation saine au sein des ménages, en particulier pour les femmes en âge de procréer et les enfants. Le projet vise également à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et économiques. Il s’inscrit ainsi dans une perspective de développement durable et de lutte contre la malnutrition.

Lors du lancement du projet, le préfet du Borgou, Djibril Mama

Cissé, a souligné l'importance cruciale de l'alimentation équilibrée pour le développement d'un pays. Le projet CASCADE, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, vise à éliminer la faim, à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer la nutrition et à promouvoir une agriculture durable.

Le représentant du directeur pays de CARE International Bénin/Togo, Alain Trokou, a mis en exergue la persistance de la malnutrition malgré les efforts du gouvernement. Le projet est le fruit d'une prise de conscience collective, visant à optimiser les politiques nutritionnelles au Bénin. L'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas près le Bénin, To Tjoelker, a quant à elle appelé à une synergie d'actions multisectorielles pour assurer la sécurité alimentaire dans le pays.

La genèse du projet CASCADE repose sur un diagnostic national de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ce diagnostic a

révélé un manque de coordination multisectorielle, un faible accès aux services nutritionnels essentiels, une implication insuffisante du secteur privé et un manque de connaissances chez les femmes pour assurer une alimentation saine au sein des ménages.

Le projet englobera 11 communes du septentrion béninois, dont Malanville, Karimama, Gogounou, Banikoara, Matéri, Toucountouna, Boukoumbé, Tanguiéta, Pèrèrè, Nikki et Kalalé.

Au-delà du Bénin, le projet CASCADE est également mis en œuvre dans cinq autres pays africains : le Nigeria, l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie et le Mozambique. Ce projet collectif aspire à offrir une réponse significative aux défis de la malnutrition et de la sécurité alimentaire sur le continent.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

La France sous les projecteurs: Un appel urgent pour réinventer la coopération sanitaire en Afrique

Le mardi 20 juin 2023, l'Académie Nationale de Médecine a fait entendre sa voix de manière officielle à travers un rapport adopté par une majorité de 65 voix pour, 6 voix contre et 7 abstentions. Ce rapport, porteur d'une prise de position claire, met en lumière les lacunes et les défis auxquels la coopération sanitaire française est confrontée dans ses

relations avec les pays à ressources limitées.

Malgré un passé glorieux de collaboration et d'expertise, la France semble ne plus être à la hauteur des attentes de ces nations en termes de soutien sanitaire. L'histoire de la France dans le domaine de la coopération sanitaire avec les pays en développement remonte à plusieurs décennies. L'expertise médicale, les financements substantiels et les partenariats de recherche ont constitué les piliers de cette relation. Cependant, le rapport évoque un écart grandissant entre les promesses et la réalité de cette collaboration.

Le rapport pointe du doigt des choix stratégiques qui ont préféré privilégier les activités multilatérales au détriment des actions bilatérales insuffisamment financées. Cette approche a conduit à un manque de programmation, de coordination, de suivi et d'évaluation des projets.

En conséquence, le soutien aux maladies chroniques non

transmissibles ainsi qu'à la lutte contre les carences chirurgicales est demeuré insuffisant a mentionné le rapport.

L'expertise française, qui a longtemps été un atout majeur, ne parvient plus à répondre aux besoins de gouvernance des organismes internationaux, à la formation en santé mondiale et à la coordination des actions sur le terrain, tout en interagissant avec les partenaires européens.

Face à ces constats, le rapport émet des recommandations cruciales pour rétablir la cohérence, l'efficacité et la visibilité de la coopération sanitaire française. L'une des propositions phares consiste à mettre en place un Haut Conseil en Santé mondiale. Ce conseil serait chargé de définir, élaborer, suivre et évaluer une stratégie globale de coopération sanitaire entre la France et les pays à ressources limitées. Cette initiative pourrait offrir une plateforme pour une planification à long terme, une coordination efficace et une mise en œuvre judicieuse des projets de santé.

Retenons que le rapport de l'Académie Nationale de Médecine sonne comme un appel à l'action pour la France afin qu'elle revitalise sa coopération sanitaire avec les pays à ressources limitées. L'objectif est de rétablir un partenariat solide, engagé et efficace, tout en faisant face aux défis émergents et en garantissant que l'expertise française continue de jouer un rôle majeur dans la santé mondiale.

Megan Valère SOSSOU

Pêche Artisanale Maritime: Entre Subsistance et Durabilité des ressources marines au Bénin

La pêche artisanale maritime au Bénin est une source majeure de revenus pour les communautés côtières. Cependant, les défis liés à la durabilité des ressources marines et à la gestion efficace de cette activité se font ressentir.

Bénéficiant des eaux fertiles de l'océan Atlantique, le Bénin abrite un total de 47 sites de débarquement, où environ 4 305 pêcheurs artisans, en majorité de nationalité béninoise, exercent leur métier. C'est plus de 600 000 emplois directs ou indirects et contribuant à hauteur de 3,5% au PIB national.

Cependant, malgré une production totale de 74 000 tonnes en 2022, dont 75% proviennent de la pêche artisanale, un déficit de 146 000 tonnes persiste par rapport à une demande de 220 000 tonnes. Pour combler cet écart, les importations ont considérablement augmenté depuis 2008.

Ces chiffres témoignent non seulement de l'importance de ce secteur, mais aussi révèlent des défis majeurs, notamment la menace de la surpêche, qui met en péril l'équilibre fragile des écosystèmes marins.

A Djeffa plage, Ahouandji en passant par Fonsa Pahou, Lokoué, Djondji, Zogbédji à Hilla Condji, les pêcheurs artisans sont de plus en plus conscients des enjeux de la pêche durable au Bénin.

C'est le cas du sieur K. Folly, pêcheur avec plus de deux décennies d'expérience. Il explique avec une grande préoccupation : « Lorsque nous nous aventurons sur les eaux, une préoccupation constante nous habite : quelle quantité et quelle qualité de poissons nos enfants hériteront-ils ? ». C'est pourquoi, il nous est arrivé de penser qu'il serait judicieux de laisser la mer en repos pendant au moins six mois avoue-t-il avant de soutenir que cette approche contribuerait à prévenir la surpêche en offrant aux poissons le temps de se reproduire avant d'être capturés.

Cependant, K. Folly fait part de la réalité complexe à laquelle les pêcheurs font face au quotidien. « La demande et le coût de la vie ne cessent d'augmenter, ce qui rend difficile la recherche d'activités alternatives capables de remplacer la pêche. Nous sommes contraints de continuer à travailler tout en ayant un œil sur la loi.»

Malgré les difficultés, il souligne l'engagement des pêcheurs à respecter les réglementations en vigueur. Cette perspective met en lumière les efforts constants déployés par les pêcheurs pour équilibrer leurs activités vitales avec la nécessité de

préserver les ressources marines.

Il est indubitable que la pêche artisanale maritime au Bénin joue un rôle vital en tant que source de subsistance et élément clé de la richesse culturelle des communautés côtières. Cependant, comme sieur Folly, une gestion rigoureuse des ressources marines et une régulation appropriée s'avèrent indispensables pour garantir la durabilité de cette activité dans le pays.

Un œil sur la Loi-Cadre pour la Pêche et l'Aquaculture au Bénin

Bientôt dix ans que le Bénin a adopté une approche proactive pour préserver ses écosystèmes aquatiques et gérer durablement ses ressources halieutiques. Il s'agit de la Loi-cadre n° 2014-19 du 07 août 2014 relative à la pêche et à l'aquaculture en République du Bénin. Cette législation intègre des mesures essentielles de conservation pour le secteur de la pêche.

Dans le but de préserver les stocks halieutiques, l'article 73 de cette loi interdit strictement l'utilisation d'engins et de méthodes de pêche incompatibles. Les barrages à poissons, communément appelés « acadja », les engins coniques à contre-courant « dogbo », et les engins à poches multiples pour la capture de crevettes et crabes, les « gbagbaloulou », figurent parmi les méthodes proscrites.

L'article 78 exige une autorisation préalable pour l'introduction de nouveaux engins de pêche. La protection de la biodiversité aquatique est aussi soulignée par les articles 79 et 80, qui interdisent respectivement la pêche, la détention et la commercialisation de mammifères aquatiques et de tortues marines. Chose que K. Folly et ses collègues de Togbin ne cessent de se rappeler au cours de leurs différentes causeries.

Malgré leur besoin de vivre de la sueur de leur front, ils sont encouragés à respecter les dispositions règlementaires en

particulier la loi-cadre de 2014 sur la pêche et l'aquaculture. Cette loi représente un fondement solide dans les efforts du Bénin pour garantir une pêche durable le long de ses côtes.

Megan Valère SOSSOU

Accès à l'énergie au Bénin: Un Eldorado d'opportunités dans les énergies renouvelables malgré les défis à relever

Selon un rapport récent, l'accès de base à l'énergie au Bénin est encore en retard malgré les opportunités offertes par les énergies renouvelables. À l'échelle mondiale, 675 millions de personnes vivent sans électricité, tandis que 2,3 milliards de personnes dépendent de combustibles nocifs pour cuisiner.

Le Bénin se trouve actuellement à mi-parcours de la période fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'Objectif de Développement Durable (ODD) numéro 7 vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable. La réalisation de cet objectif aurait un impact considérable sur la santé et le bien-être des populations, en les protégeant contre les risques environnementaux et sociaux, tels que la pollution atmosphérique, et en améliorant l'accès aux soins de santé primaires.

Cependant, selon l'édition 2023 du Tracking 7 SDG: The Energy Progress Report, les efforts actuels ne sont pas suffisants pour atteindre l'ODD 7 dans les délais impartis. Bien que des progrès aient été accomplis dans certains domaines spécifiques, comme l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité, ils restent insuffisants pour atteindre les objectifs fixés dans les ODD.

Par ailleurs, le rapport met en évidence que l'endettement croissant et la hausse des prix de l'énergie compromettent les

perspectives d’accès universel aux modes de cuisson propres et à l’électricité.

Selon les projections actuelles, d’ici 2030, 1,9 milliard de personnes seront toujours privées de modes de cuisson propres et 660 millions n’auront pas accès à l’électricité, à moins que des mesures supplémentaires ne soient prises et que les efforts actuels ne soient poursuivis.

Ces lacunes auront un impact négatif sur la santé des populations les plus vulnérables et contribueront à l’accélération des changements climatiques. L’utilisation de combustibles et de technologies polluants pour cuisiner entraîne chaque année 3,2 millions de décès prématurés dus à la pollution de l’air intérieur, selon l’OMS.

En 2021, 91% de la population mondiale avait accès à l’électricité, soit une augmentation par rapport aux 84% de 2010. Cependant, le rythme de cette progression s’est ralenti entre 2019 et 2021, en particulier dans les zones urbaines. En Afrique subsaharienne, 567 millions de personnes n’avaient toujours pas accès à l’électricité en 2021, soit plus de 80% de la population mondiale sans électricité.

Megan Valère SOSSOU

Tout savoir sur l’huile de coco avec l’Agro-Nutritionniste Olushina ALE

L’huile de coco a suscité un engouement croissant ces dernières années en raison de ses vertus supposées pour la

santé et ses utilisations variées dans l'alimentation et les produits cosmétiques. Pour démêler le vrai du faux, nous nous sommes entretenus avec Olushina A. J. Ale, agro-nutritionniste et data scientist, pour éclairer les lecteurs sur les bénéfices et les précautions liés à cette huile.

Tout d'abord, qu'est-ce que l'huile de coco ? Selon Olushina Ale, il

s’agit d’une huile végétale extraite de la chair ou de la pulpe de la noix de coco. Ce

tt
e
hu
il
e
a
la
pa
rt
ic
ul
ar
it
é
de
co
nt
en
ir
de
s
ac
id
es
gr
as
sa
tu
ré
s
à
ch
aî
ne
mo
ye
nn

e, tels que l’acide laurique, qui sont facilement digérés et convertis en énergi

e par l’organisme.

Les vertus de l’huile de coco sont nombreuses, nous explique l’agro-nutritionniste. Elle est riche en antioxydants, en vitamine E et en phytostérols, qui contribuent à protéger le corps contre les dommages causés par les radicaux libres, à maintenir la santé de la peau et à réduire le cholestérol dans le corps. De plus, l’huile de coco contient de l’acide laurique, qui présente des propriétés antimicrobiennes et antivirales, renforçant ainsi le système immunitaire.

Mais l’huile de coco est-elle vraiment bonne pour la santé ? Olushina Ale explique que, consommée avec modération, elle peut être bénéfique. Les acides gras à chaîne moyenne sont métabolisés différemment des autres graisses. Ils sont rapidement absorbés par le foie et utilisés comme source d’énergie, ce qui peut favoriser la combustion des graisses et aider à la perte de poids. Par ailleurs, l’acide laurique qu’elle contient peut aider à lutter contre les infections et à maintenir une bonne santé.

L’huile de coco

t
ég
al
em
en
t
év
oq
ué
e
po
ur
se
s
po
te
nt
ie
ls
ef
fe
ts
bé
né
fi
qu
es
da
ns
la
pr
év
en
ti
on
de
ce

rt
ai
ne
s
ma
la
di
es
.
De
s
ét
ud
es
su
gg
èr
en
t
qu
’e
ll
e
po
ur
ra
it
pr
ot
ég
er
co
nt
re
le
ca
nc

er
,
so
ul
ag
er
l’
as
th
me
en
ré
du
is
an
t
l’
in
fl
am
ma
ti
on
de
s
vo
ie
s
re
sp
ir
at
oi
re
s
et
ag

ir
co
mm
e
un
an
ti
-
in
fl
am
ma
to
ir
e
na
tu
re
l
po
ur
so
ul
ag
er
le
s
do
ul
eu
rs
de
l’
ar
th
ri
te

.

Cependant, Olushina Ale attire notre attention sur une étude récente qui met en garde contre une consommation excessive d'huile de coco. En effet, une étude publiée dans le « Journal of the American College of Cardiology » en 2018 a montré qu'une surconsommation pourrait augmenter le taux de cholestérol LDL (mauvais cholestérol) dans le sang. Par conséquent, l'huile de coco doit être utilisée avec modération.

Outre ses applications alimentaires, l'huile de coco est également très populaire dans l'industrie des produits cosmétiques. Ses propriétés hydratantes et nourrissantes en font un ingrédient prisé pour les produits capillaires, les crèmes hydratantes, les baumes à lèvres, les savons et les démaquillants.

Retenons que l'huile de coco est bénéfique pour la santé lorsqu'elle est utilisée avec modération. Elle peut être un atout pour la perte de poids, l'amélioration des niveaux de cholestérol et de glycémie. Cependant, en raison de sa teneur élevée en acides gras saturés, il est recommandé de consulter un professionnel de la santé avant de modifier son alimentation ou son régime cosmétique.

Evelyne KADJA

LA CRISE DES MORGUES AU BÉNIN: LE GOUVERNEMENT INITIE

UN PROJET POUR METTRE FIN AUX PRATIQUES MACABRES

Depuis quelques années, le Bénin est confronté à une situation alarmante des morgues. De véritables mafias se sont développées autour de ces lieux de recueillement des défunts, où les corps s'entassent dans des conditions insalubres, défiant toutes les normes établies. Des scènes choquantes de négligence et de manquement à la dignité des défunts qui laissent les populations indignées et désespérées.

Au Bénin, les morgues illégales foisonnent de village en village. Dans ces morgues illégales, les corps sont empilés les uns sur les autres, jusqu'à plus d'un mètre de hauteur, dans un état avancé de putréfaction. Les quelques morgues aux normes sont insuffisantes pour faire face à l'afflux de défunts. C'est le cas de la morgue du centre national hospitalier et universitaire de Cotonou.

Face à cette situation critique, Medard Koudebi, un acteur de la société civile très engagé sur la question, n'a cessé de lancer des cris d'alarme depuis plusieurs années. Malheureusement, ses appels à l'action ont été confrontés à des menaces et des actes d'intimidation, forçant les populations à se taire par crainte de représailles. Il y a quelques mois, l'État avait ordonné le désengorgement de

certaines morgues en enterrant près de 1 000 corps non réclamés dans une fosse commune. Cependant, cette mesure n'a pas réglé le problème de fond lié aux morgues insalubres et illégales.

Face à cette situation, le gouvernement béninois a pris une décision cruciale lors de sa séance du Conseil des ministres du 26 juillet 2023. Il a annoncé la légalisation des études de faisabilité et de dimensionnement d'un projet ambitieux visant à créer un centre funéraire, une morgue, un crématorium et une école de formation de thanatopraxie.

Cette décision marque un pas en avant vers la résolution de la crise des morgues au Bénin. En créant des infrastructures modernes et conformes aux normes, le gouvernement aspire à mettre un terme aux pratiques macabres et à offrir aux familles béninoises un lieu de recueillement digne pour leurs défunts.

Le projet de centre funéraire permettra aux familles de rendre un dernier hommage à leurs proches dans des conditions respectueuses et apaisantes. La morgue aux normes garantira la préservation des corps dans des conditions adéquates, tandis que le crématorium offrira une alternative plus respectueuse de l'environnement.

L'école de formation de thanatopraxie jouera un rôle essentiel en professionnalisant le secteur funéraire, assurant des prestations de haute qualité et conformes aux normes internationales. Le gouvernement béninois est conscient des défis à relever pour mener à bien ce projet, mais il est résolu à apporter des solutions concrètes pour mettre fin aux pratiques déplorables dans les morgues du pays.

Megan Valère SOSSOU

Découverte de lithium au Bénin : Distorsion politique ou véritable opportunité à saisir ?

Des échos résonnent depuis plusieurs années sur la découverte de lithium au Bénin, et la récente annonce de gisements dans la commune de Tchaourou, au nord du Bénin, ne fait pas exception. Alors que certains experts du secteur minier sont empreints d'enthousiasme face à cette nouvelle, d'autres se montrent plus sceptiques, soulevant des interrogations quant à l'impact environnemental et social de cette perspective. Pendant que Roger Masso SOUROGOU, Directeur départemental de l'eau et des mines du Borgou, se montrait catégorique sur la découverte de lithium, l'expert géologue sénior, Désiré GANGNON, a exprimé des réserves quant à la manière dont cette annonce a été présentée.

En effet, selon les déclarations de Roger Masso SOUROGOU, les gisements de lithium découverts à Tchaourou sont en quantité suffisante et les premiers résultats sont concluants. Cette déclaration a été présentée comme une opportunité exceptionnelle pour le Bénin, susceptible de propulser le pays sur la scène mondiale en tant que fournisseur de cette ressource stratégique.

Cependant, l'expert géologue Désiré GANGNON soulève des questions importantes sur les bases de données d'exploration utilisées pour faire cette déclaration. Il met en garde contre le risque de se laisser emporter par des considérations politiques et rappelle l'exemple du pétrole dans le passé, où des annonces prématurées ont créé des attentes démesurées et finalement déçues.

Il souligne que la découverte d'un véritable gisement minier nécessite un processus rigoureux d'exploration, impliquant des compétences diverses en géologie et des forages approfondis pour évaluer avec précision la teneur et la taille des ressources. Les exemples du Mali et du Ghana sont cités pour

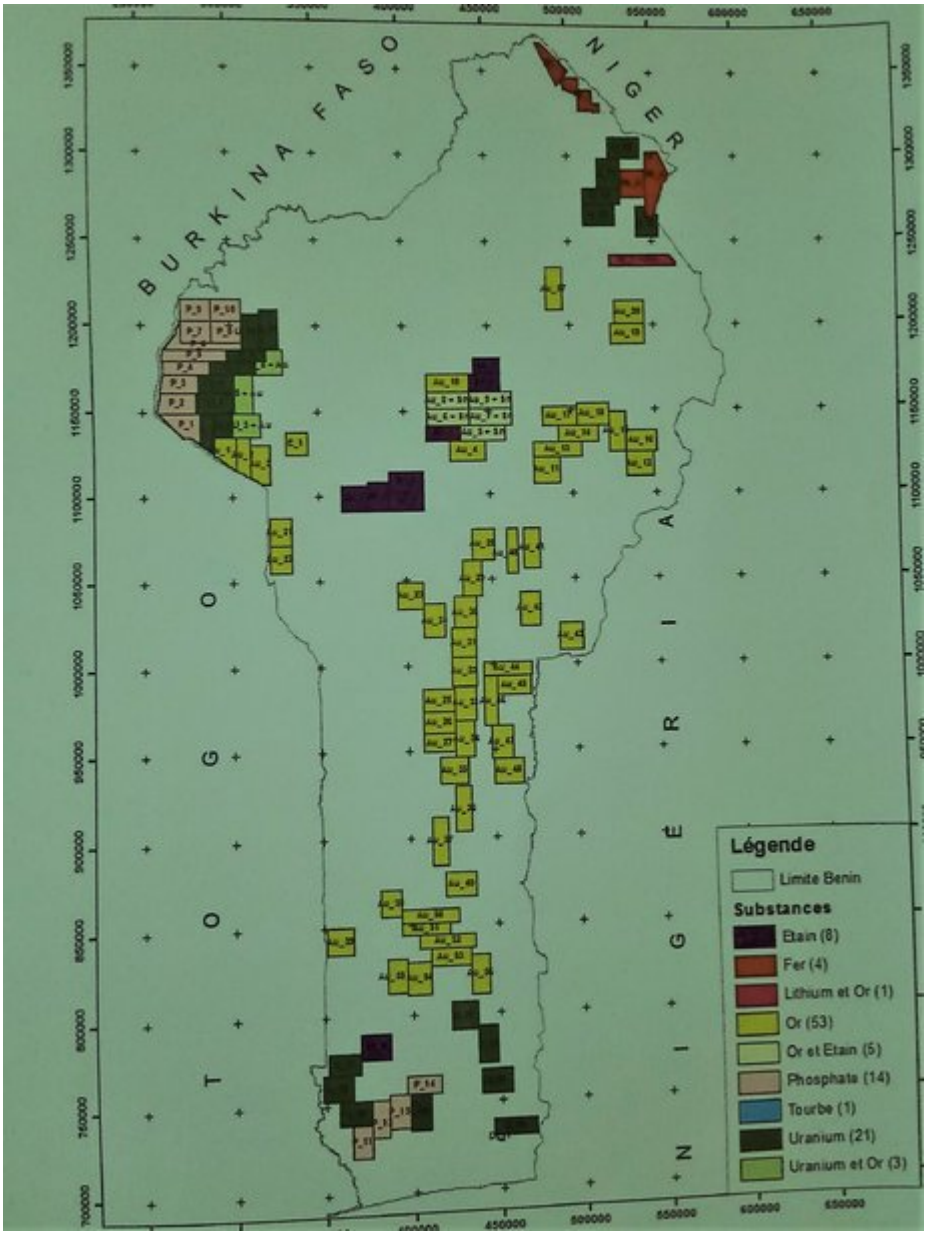
illustrer des projets de lithium bien avancés dans la sous-région, avec des mises à jour régulières des estimations des ressources et des plans concrets de construction de mines.

Dès lors, il est crucial selon l'expert de faire la distinction entre un simple indice minéral et un véritable gisement économiquement viable. Les retombées sociales, économiques et environnementales d'une telle découverte sont énormes, et les annonces prématurées peuvent entraîner des attentes irréalistes et des déceptions potentielles pour la population a-t-il poursuivi.

Désiré GANGNON suggère que les autorités béninoises mènent des études approfondies, basées sur des données scientifiques vérifiables, avant de faire des déclarations publiques sur la découverte de gisements miniers. A l'en croire, la transparence et la rigueur scientifique sont nécessaires pour bâtir la crédibilité du Bénin dans le secteur minier et attirer des investissements étrangers sérieux.

Du Lithium au Bénin ? Ce n'est pas une première fois

Avant Tchaourou, le ministère de l'Eau et des Mines avait déjà annoncé la découverte du lithium dans le département du Plateau, plus précisément à Kétou, ainsi qu'à Ségbana, dans le département de l'Alibori.



Une ressource minière dont les études sont effectuées dans la commune de Ségbana

à Lougou, à environ 60 km du village Gbassé dans l’Alibori. Selon des informatio

ns
re
ns
ei
gn
ée
s
su
r
le
si
te
of
fi
ci
el
du
mi
ni
st
èr
e,
un
e
re
co
nn
ai
ss
an
ce
gé
ol
og
iq
ue
a

été menée par la Direction Générale des Mines (DG-Mines) et l'Office Béninois de

Recherche Géologiques et Minières (OBRGM) sur une superficie de 16 km² à la mail

le 500 m x 500 m. Des prélèvements de 77 échantillons ont été réalisés et les anal

yses de laboratoire ont révélé des teneurs en lithium allant de 0,0024 à 43 ppm.

Le lithium est une ressource rare et stratégique, le gouvernement souhaite explorer le potentiel de ces gisements pour attirer des investisseurs étrangers intéressés par cette matière première essentielle.

Selon Samou Adambi, Ministre de l'Eau et des Mines, des investisseurs étrangers sont déjà prêts à investir dans ces gisements, et l'État béninois travaille activement pour établir le périmètre global des ressources minérales. Des partenaires européens et américains se montrent particulièrement intéressés.

Une approche innovante pour l'exploitation du lithium au Bénin

Cependant, le Bénin ne souhaite pas exploiter de manière brute ses ressources minières. Samou Adambi déclare que le pays a une vision à long terme pour cette ressource. L'objectif est de créer une chaîne de valeur intégrée, du lithium brut à la fabrication de produits finis au Bénin. Par exemple, si l'on veut produire des batteries avec le lithium béninois, ces batteries seront fabriquées sur le territoire national a-t-il soutenu.

Une décision qui illustre la volonté du Bénin de tirer pleinement parti de ses ressources et de favoriser le développement d'une industrie locale autour du lithium.

De sources bien informées, la découverte du lithium au Bénin est une réalité, cependant certains acteurs politico-administratifs pour des visées purement politiques commencent à en faire une propagande démesurée moins avantageuse pour le Bénin.

Si le potentiel en lithium du Bénin se concrétise davantage, cela pourrait non seulement stimuler l'économie nationale mais aussi renforcer la position du pays sur la scène internationale en tant que fournisseur clé de cette ressource précieuse.

Il convient de rappeler que le lithium est un composant essentiel utilisé dans la fabrication de batteries pour les véhicules électriques, le stockage d'énergie, les téléphones, les ordinateurs portables, les drones, et bien plus encore. Sa demande mondiale est en augmentation constante, car il est considéré comme un élément clé de la transition énergétique vers des sources d'énergie plus propres et durables.

Megan Valère SOSSOU

ATELIER CAMPAGNE IMET 2023 DES RESERVES DE BIOSPHERE L'EFFICACITE DE GESTION DE LA RESERVE DU MONO EVALUEE

L'étape d'évaluation de l'efficacité de gestion de la réserve de biosphère du Mono s'est achevée ce jeudi 20 juillet 2023. Pendant 72 heures plusieurs acteurs clés ont été réunis à Grand-Popo par le Projet Benkadi pour cet exercice dont la finalité est d'appuyer le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (Cenagref) pour actualiser des Plans d'Aménagement et de Gestions(Pag) des réserves du Mono et ensuite de la basse vallée de l'Ouémé en y intégrant les aspects changement climatique et genre avec une planification des activités sur les 10 années à venir.

Pour ce processus d'actualisation du Pag du Mono, la phase campagne Imet d'évaluation a réuni entre autres : des Maires, des cadres du cenagref, les Accb, le Maep, la Dgefc, le comité national Mab Unesco etc. En expliquant les radars issus de l'évaluation de la gestion antérieure du Pag de la réserve du Mono par l'outil IMET, le Professeur Aristide Téhou a déclaré: « On a le miroir de l'état de gestion de la réserve de biosphère du Mono et on peut apprécier les défis». Le travail de 72h qui s'est fait sur la gestion de cette réserve de 2016 à 2022 a présenté un cycle de gestion avec le premier diagramme qui accorde 63% au contexte, la planification affiche un taux de 42,6 montrant selon le professeur que, la déclinaison du plan de gestion présente des situations parcellaires. Il faut donc travailler à l'améliorer.

Les intrants affichent un très faible taux 13,3%. Et le commentaire qui en découle est que normalement il faut un secrétariat permanent doté d'un budget annuel sécurisé pour la

gestion. Selon le professeur Toussaint Lougbégnon, il faut des mesures de préconisations pour améliorer la gestion de la réserve.

Des potentiels existent qu'il faut exploiter, mais le taux de suivi et recherche sur la réserve qui est de 6,27% invite à une ouverture pour que les chercheurs permettent de disposer de plus de données fiables sur la réserve. Si le tourisme affiche un taux de 25,27%, ceci appelle une action des maires pour développer le tourisme afin d'en tirer meilleur profit. Le score de 52,9% que présente la protection/gestion fait constater que du travail se fait. La relation est à 31,4%, la gestion interne affiche 35% et le changement climatique et service écosystémique est au taux de 12%. Il en résulte qu'il y a très peu de suivi effectué, et très peu de travaux scientifiques, alors que c'est cela qui permet de prendre des décisions. Le rapport final présente un indexe de 38,18%.

Et la conclusion que tire le professeur Aristide Téhou est que si on travaille sur les maillons faibles on peut améliorer les scores. Mais l'inquiétude se situe au niveau du budget sécurisé qui est de zéro. Ce qui n'est pas bon. Il faut donc un secrétariat avec un budget sécurisé pour le développement de la réserve. Désormais aussi, toutes les actions, les investissements doivent être capitalisés.

Nouvelle vision

Après les commentaires sur les diagrammes, le Professeur Toussaint Lougbégnon a fait la restitution du diagnostic de gestion, de définition des objectifs de gestion et de planification des mesures de gestion de la réserve de biosphère du Mono. Cela a permis de projeter une vision pour le site à l'horizon 2033. La présentation du Professeur Toussaint Lougbégnon a été un rapport pour permettre de définir et valider la vision. Un atelier similaire démarre le mercredi sur le Plan d'Aménagement et de Gestions(Pag) de la réserve de la basse vallée de l'Ouémé.

Cell /Com Benkadi

LE BENIN ABRITERA DESORMAIS UN CENTRE DE RADIOTHERAPIE ET DE MEDECINE NUCLEAIRE

Le jeudi 13 juillet 2023, Son Excellence Mme Rony YEDIDIA-CLEIN, Ambassadrice d'Israël près le Bénin, accompagnée du Ministre de la Santé, Professeur Benjamin HOUNKPATIN, a effectué une visite au Centre Hospitalier International de Calavi (CHIC), actuellement en cours d'achèvement.

Cette visite de haut niveau avait pour objectif d'évaluer l'avancement des travaux de construction du CHIC, en particulier des services de radiothérapie et de médecine nucléaire, qui marqueront un jalon historique pour le Bénin.

Le Bénin se prépare à accueillir, dans quelques mois, son premier centre de radiothérapie et de médecine nucléaire, une avancée majeure pour le pays dans le domaine de la santé. Ces services, intégrés au sein du Centre Hospitalier International de Calavi, joueront un rôle rucial dans l'amélioration de la prise en charge des patients atteints de cancer.

Ce projet ambitieux, baptisé « Les Rayons de l'espoir », est piloté par l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), dont le Bénin est membre. Grâce à la contribution de partenaires, dont l'État d'Israël, le pays a été sélectionné pour bénéficier de ces pôles de compétence sanitaires qui exploitent l'énergie atomique à des fins civiles.

Le Professeur Benjamin HOUNKPATIN a souligné l'importance de ce programme qui marque une étape cruciale dans l'avancement des soins médicaux au Bénin : « L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique a mis en place le projet »Les Rayons de

l’espoir » pour soutenir les pays souhaitant développer un centre de radiothérapie et de médecine nucléaire. Ce projet est destiné à promouvoir l’utilisation de l’énergie atomique à des fins médicales. »

Pour l’Ambassadrice d’Israël, cette visite est une occasion de témoigner du soutien de son pays à ce projet d’envergure : L’État d’Israël a apporté une contribution significative au projet »Les Rayons de l’espoir ». Suite à la présentation de mes lettres de créance en tant que nouvelle Ambassadrice, il était important que je puisse constater de visu les résultats concrets issus des fonds investis par les contribuables israéliens dans le cadre de ce projet », a-t-elle déclaré.

Le Centre Hospitalier International de Calavi se profile donc comme un symbole d’espoir pour les patients atteints de cancer au Bénin. Cette initiative est le fruit d’une collaboration étroite entre le Bénin, l’Agence Internationale de l’Énergie Atomique et l’État d’Israël, déterminés à offrir des soins de pointe et accessibles à tous. La réalisation prochaine de ce centre de radiothérapie et de médecine nucléaire marque une étape décisive dans le développement du secteur de la santé au Bénin et promet un avenir plus radieux pour les patients nécessitant des traitements de pointe.

Megan Valère SOSSOU

INCIVISME ESTUDIANTIN A L'UNIVERSITE D'ABOMEY – CALAVI: UN CRI D'ALARME POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

Des déchets jonchent les alentours des poubelles, témoignant du manque de considération pour la propreté des lieux. Plus inquiétant encore, certains étudiants se livrent à des actes d'exhibitionnisme en vidant leur vessie à proximité des salles de classe du MIRD, sans se soucier des regards indiscrets. Le constat est d'autant plus frappant que les toilettes, soit inaccessibles en raison de fermetures inexpliquées, soit disponibles mais payantes, semblent pousser certains à aggraver la situation environnementale en refusant de payer les frais minimes de 25f pour y accéder.

Cette situation alarmante interpelle la communauté étudiante et les autorités universitaires à prendre des mesures concrètes pour sensibiliser les étudiants à l'importance de l'écocitoyenneté. Il est essentiel de rappeler que la propreté des espaces publics est une responsabilité partagée, et que le respect de l'environnement est un devoir envers les générations futures.

Face à ce constat préoccupant, il est grand temps de promouvoir des initiatives de sensibilisation sur le campus afin de rappeler aux étudiants leur rôle crucial dans la préservation de l'environnement. Des campagnes d'information et d'éducation sur l'importance de la propreté, ainsi que des mesures incitatives pour encourager le respect des toilettes publiques, pourraient contribuer à inverser cette tendance inquiétante.

En tant que lieu dédié à l'apprentissage, l'Université d'Abomey-Calavi se doit d'être un exemple de civisme et

d’engagement pour un environnement plus propre et durable. Il est temps de prendre des mesures concrètes pour inverser cette situation et préserver notre campus comme un symbole de responsabilité environnementale pour les générations futures.

Alfreda Christiane AKOTEGNON

DECHETS PLASTIQUES A PARAKOU: UNE MENACE POUR LA SANTE ET L’ENVIRONNEMENT

Plus de 500 à 1000 milliards de tonnes de sachets plastiques sont produits dans le monde chaque année, selon une enquête de Greenberry. C’est l’une des pollutions environnementales les plus avancées et les plus dangereuses de la planète.

À Parakou, la situation n’est pas non plus reluisante. Sachets en plastique, bidons de jus de fruits et d’eau minérale jetés ci et là, c’est le constat qui se dégage dans la 3 ème ville à statut particulier du Bénin.

L’une des causes de l’insalubrité à Parakou est l’insuffisance et le manque de proactivité des structures de précollecte d’ordures qui, selon les citoyens, manquent de moyens pour intervenir dans toutes les maisons. «A Parakou, il n’y a pas de système de récupération à travers la ville. Ce qui fait qu’après usage, les bidons en plastiques sont jetés n’importe où», a laissé entendre Dominique Tognisso, étudiant résidant à Parakou. Certains citoyens préfèrent brûler les déchets plastiques lorsque ceux-ci deviennent encombrants. C’est le cas de Latifah Bio vendeuse de jus qui, après usage de ses bidons, ne trouve d’autres solutions que de les brûler. «Je réutilise les bidons pour mon commerce, mais quand ce n’est plus bon, j’essaie de les brûler», a t-elle déclaré. Toute chose qui n’est pas sans effets néfastes sur la santé et l’environnement. Blaise Ali, étudiant en géographie n’en dit

d’ailleurs pas le contraire. «Quand on brûle les plastiques, ça pollue l’environnement et ça dégrade l’écosystème», a t-il confié. «Parce-que même quand tu sens l’odeur issue de l’incinération des déchets plastiques, tu te rends compte que les plastiques sont composés de produits nuisibles», a t-il ajouté.

L’incinération des déchets plastiques est l’une des causes du réchauffement climatique, ceci du fait des gaz à effet de serre qui sont émis lors de l’incinération de ces déchets plastiques, selon les experts en changement climatique.

Au regard des dangers que causent les déchets plastiques, Il est impératif que dirigeants et citoyens prennent conscience de la situation, pour agir en faveur de la protection de l’environnement. Ce qui passe par la mise en application des textes et lois qui régissent le cadre de vie.

Germain ALOZE

Le corps sans vie d’un nouveau-né béninois découvert dans une machine à laver

Depuis le mardi 25 juillet 2023, une découverte macabre secoue l’hôpital Abass Ndao de Dakar. Un jeune couple béninois victime d’une tragédie. L’histoire bouleversante a commencé le dimanche 23 juillet 2023, lorsque la mère, Véronique N. a été admise à l’Hôpital Abass Ndao pour accoucher prématurément d’une petite fille, seulement âgée de 33 semaines. Malgré la naissance prématurée, les résultats médicaux ont indiqué que l’enfant se portait bien et qu’elle n’était en aucun cas

infectée.

Les jours suivants semblaient promettre, jusqu'à ce que le mardi 25 juille

t,
un
to
ur
na
nt
tr
ag
iq
ue
su
rv
ie
nn
e.
La
mè
re
,
dé
si
re
us
e
d’
al
la
it
er
so
n
no
uv
ea
u-
né
,

a été informée qu'elle devait attendre un moment pour le faire. Cependant, après av

oir attendu jusqu’à 12h16 sans pouvoir nourrir son bébé, elle a alerté son ép

oux, qui s'est précipité à l'hôpital.

Une fois arrivé à l'hôpital Abass Ndao, le père, Jean K. a demandé à voir le corps de son bébé, mais il a été informé que le corps avait déjà été emmené à la morgue de l'hôpital CTO pour une autopsie. La police scientifique était déjà intervenue et avait pris en charge l'affaire sans en informer les parents au préalable. Pendant plusieurs jours, les parents ont lutté pour obtenir des informations sur l'état de leur bébé sans suite.

Le récit du père est poignant : « J'ai attendu plus de deux heures avant qu'on me fasse part du décès de notre bébé. Lorsque j'ai demandé à voir le corps, on m'a dit qu'il avait déjà été emmené à la morgue de l'hôpital CTO pour une autopsie sans nous avoir informés au préalable. »

Le pire était encore à venir. Le corps du nouveau-né avait été retrouvé dans une machine à laver à l'hôpital Abass Ndao. Il a été lavé pendant un programme de 30 minutes à 90 degrés, laissant son corps complètement détruit, méconnaissable, et

laissant présager une mort atroce. Les parents sont maintenant confrontés à l'angoissante attente pour savoir si ce sont les restes de leur propre enfant qui ont été découverts dans la machine à laver ou non.

Le manque de transparence et le comportement soupçonné des acteurs de cette louche affaire ont soulevé de nombreuses interrogations. Pourquoi le corps du bébé a-t-il été retrouvé dans une machine à laver ? Comment cela a-t-il pu se produire sans que personne ne s'en aperçoive ? Les parents demandent des réponses et appellent à une enquête approfondie et impartiale pour déterminer les circonstances exactes de la mort de leur enfant.

L'affaire soulève également des questions sur les protocoles de sécurité et de suivi des nourrissons au sein des établissements de santé du pays. Des mesures strictes doivent être prises pour garantir la sécurité des patients les plus vulnérables et éviter de tels drames à l'avenir.

Face à cette tragédie et à la souffrance insoutenable des parents, la famille a décidé de mener ses propres investigations pour faire la lumière sur cette affaire troublante. Ils lancent un appel désespéré à la communauté

pour soutenir leur quête de justice et de vérité, afin que de telles négligences et horreurs ne se reproduisent plus jamais dans l'histoire des hôpitaux au Sénégal.

Dans un contexte où le trafic de bébé est devenu récurrent dans les hôpitaux d'Afrique, il urge de rester éveillé jusqu'à la manifestation de la vérité. Le peuple sénégalais et béninois sont aussi appelés à se rassembler autour de ce jeune couple victime et à soutenir leurs efforts pour obtenir justice. Une enquête approfondie serait en cours pour déterminer les responsabilités. Cette malheureuse situation doit être une impulsion pour améliorer les soins de santé et prévenir toute récidive dans ce pays.

Megan Valère SOSSOU

Alerte de l'OMS: Un lot de Sirop Médicinal de qualité inférieur et contaminé, identifié

Une alerte produit médical émise par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) met en garde contre un lot de sirop médicinal de qualité inférieure et contaminé, identifié au Cameroun. Le sirop en question, baptisé NATURCOLD, est utilisé pour soulager les symptômes associés au rhume, à la grippe et à la rhinite allergique.

Les principes actifs déclarés de ce sirop sont le paracétamol, le chlorhydrate de ph

ényléphrine et le maléate de chlorphéniramine. Cependant, des analyses réalisée

s
pa
r
un
la
bo
ra
to
ir
e
pr
éq
ua
li
fi
é
pa
r
l’
OM
S
on
t
ré
vé
lé
la
pr
és
en
ce
in
ac
ce
pt
ab
le

de
di
ét
hy
lè
ne
gl
yc
ol
da
ns
de
s
éc
ha
nt
il
lo
ns
du
si
ro
p
NA
TU
RC
OL
D
pr
ov
en
an
t
du
Ca
me
ro

un. Jusqu'à 28,6 % de diéthylène glycol ont été détectés, dépassant largement

la limite acceptable de 0,10 %.

L’OMS met en garde contre les dangers liés à la consommation de ce produit de qualité inférieure, qui peut être toxique et potentiellement mortel pour les humains. Les symptômes d’une intoxication au diéthylèneglycol peuvent inclure des douleurs abdominales, des vomissements, une diarrhée, des céphalées et des lésions rénales aiguës pouvant entraîner le décès, en particulier chez les enfants.

L’exploitant déclaré du produit, FRAKEN INTERNATIONAL (Angleterre), n’a pas pu être confirmé par l’autorité nationale de réglementation du Royaume-Uni, la MHRA. Des enquêtes sont en cours pour déterminer l’origine du sirop contaminé.

L’OMS attire l’attention des autorités de réglementation et du public sur la nécessité de ne pas utiliser le produit concerné et de signaler toute réaction indésirable ou effet secondaire éventuel à un professionnel de santé. Il est essentiel de renforcer la surveillance des chaînes d’approvisionnement et des marchés informels pour éviter la distribution de produits médicaux de qualité inférieure et contaminés.

Les fabricants de médicaments sous forme liquide, en particulier les sirops, sont appelés à effectuer des analyses

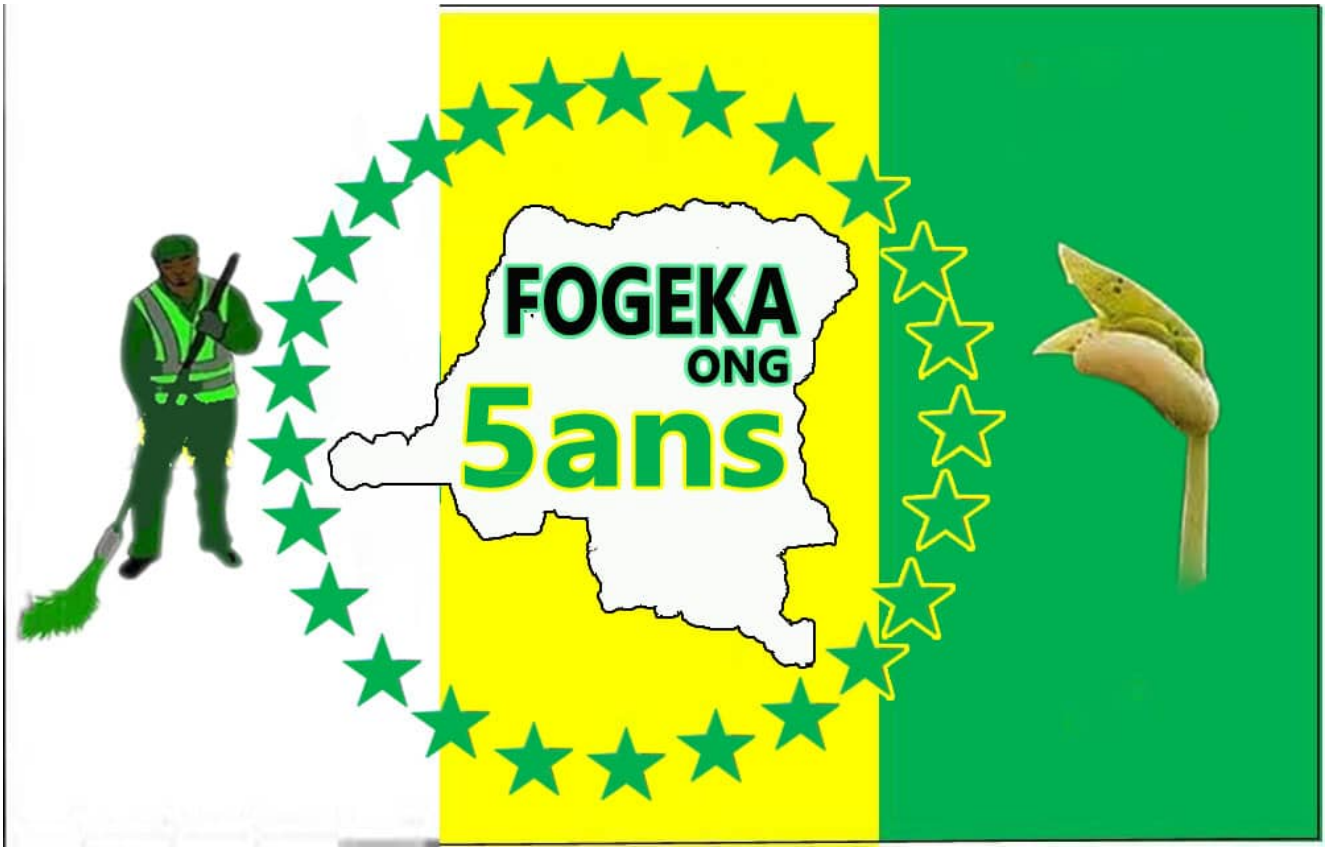
rigoureuses pour détecter tout contaminant potentiel avant d'utiliser ces excipients dans la formulation des médicaments.

Face à cette alerte, les autorités sanitaires nationales sont invitées à informer immédiatement l'OMS si ces produits de qualité inférieure sont découverts dans leur pays, afin de prendre des mesures appropriées pour protéger la santé publique. La vigilance de tous est requise pour faire face à cette situation préoccupante et préserver la santé et le bien-être des populations.

Megan Valère SOSSOU

FOGEKA ONG : CINQ (05) ANS DE DEVOUEMENT POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE

Créée le 31 Mars 2018, la Force du Génie Kongolais pour l'Avenir (FOGEKA ONG) célèbre ses cinq (05) années d'existence, marquées par un engagement inébranlable en faveur de l'environnement, de la paix et du social. Cette organisation non gouvernementale de droit congolais s'est démarquée par ses actions concrètes et son impact positif dans divers domaines.



Sur le front de la paix, Fogeka s'est vaillamment investi dans la démobilisation totale des éléments du mouvement Kamuina Nsapu, ainsi que dans la résolution des conflits tribaux et ethniques, œuvrant sans relâche pour la réconciliation entre les différentes communautés. Son action a contribué à apaiser les tensions dans certaines régions du pays et à instaurer un climat de stabilité propice au développement.

Quant au volet social, Fogeka a mis en place des coordinations dans onze provinces du pays, totalisant ainsi 17 396 membres répartis à travers tout le territoire national. L'ONG s'est également engagée à soutenir les plus vulnérables de la société. À ce jour, elle prend en charge 142 enfants orphelins en leur fournissant un cadre de vie sûr et approprié. De plus, 46 enfants bénéficient d'un soutien scolaire pour leur permettre d'accéder à une éducation de qualité. L'ONG accompagne également 68 femmes veuves, les soutenant dans leur parcours difficile et leur offrant un appui financier.

Dans le domaine crucial de l'environnement, Fogeka a accompli un travail remarquable en plantant pas moins de 99 989 arbres

sur une superficie de 7 hectares. Cette initiative s'étend également aux zones urbaines et périurbaines grâce aux cotisations de ses membres et au soutien de ses partenaires. La protection de l'environnement est la priorité absolue de Fogeka, qui multiplie les sensibilisations l'assainissement et le reboisement, tout en assurant une formation continue pour éveiller les consciences aux effets des combustibles fossiles sur le climat.

Parmi les réussites de Fogeka figure également un programme dédié à l'autonomisation des femmes, qui a permis à 126 d'entre elles de bénéficier d'un fonds destiné à soutenir leurs activités commerciales. Cette démarche essentielle contribue à renforcer la place des femmes dans la société et à favoriser leur indépendance économique.

Des actions au-delà du territoire congolais

Fort de son engagement et de ses résultats probants, Fogeka ONG s'est étendue au-delà des frontières congolaises et est désormais présente dans trois pays : le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire et l'Angola. Ce rayonnement régional témoigne de l'importance de son action et de son influence grandissante dans la lutte pour la préservation de l'environnement et la construction d'un monde plus durable.

FOGEKA ONG tient à féliciter chaleureusement les autorités du pays pour leur soutien indéfectible et leur accompagnement dans la réalisation de ses projets. Elle adresse ses remerciements particuliers à Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, ainsi qu'à des personnalités éminentes telles que le Professeur et Sénateur Evariste BOSHAB, le Directeur Général Martin LUKUSA, la distinguée Première Dame honoraire Maman Olive Lembe, le Prophète Khonde, le Père Jean Marie Bukasa et Madame Thérèse Kanjinga Nkolomoni, pour leur soutien sans faille.

Megan Valère SOSSOU

ATTEINTE DES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE: LE BÉNIN UN BON ELEVE EN AFRIQUE ?

Le « Rapport sur le Développement Durable pour le Bénin 2023 », fruit d'une collaboration entre le Gouvernement du Bénin et le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN), vient de paraître. Cette deuxième édition du rapport, préparée par le tout nouveau Centre de Transformation ODD du SDSN, met en lumière les performances du Bénin en matière d'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, les instabilités géopolitiques et les changements climatiques, le monde fait face à des défis croissants dans la réalisation des

ODD. Toutefois, le Bénin s'efforce de poursuivre son développement économique et social tout en veillant à inclure tous les segments de la société. Le rapport souligne les domaines prioritaires du Bénin, qui met l'accent sur le développement du capital humain et la réduction des inégalités. Environ 45,6% du budget national et 49,8% des dépenses de l'Eurobond ODD sont dédiés aux dépenses à dimension sociale.

Selon les conclusions du rapport, le Bénin est à mi-chemin dans la réalisation des ODD, avec un score de 54,4 sur 100, dépassant la moyenne pondérée par la population de la CEDEAO pour l'ensemble des 17 ODD. Les ODD 12 (Consommation et production responsables) et 13 (Lutte contre le changement climatique) semblent en passe d'être atteints. Parmi les domaines montrant des progrès significatifs au Bénin figurent les ODD 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure) et 12 (Consommation et production responsables). Le pays est également en bonne voie pour atteindre l'ODD 10 (Réduction des inégalités), à l'horizon 2030.

Cependant, des défis subsistent, notamment pour les ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable) et 11 (Villes et communautés durables), qui affichent des tendances décroissantes et nécessitent une attention particulière. Au niveau infranational, le rapport souligne les disparités entre les départements du Bénin en matière d'inégalités de revenus et de richesse, ainsi que d'accessibilité et de qualité des services.

Toutefois, des progrès significatifs sont notables dans l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté. Malgré des données manquantes et des défis statistiques, le rapport témoigne de l'engagement fort du Gouvernement béninois en faveur des ODD, plaçant le pays au 5e rang sur 74 pays à l'échelle mondiale pour son engagement envers l'Agenda 2030.

L’analyse du cadre institutionnel du Bénin montre que le pays dispose des capacités nécessaires pour réaliser les ODD. Depuis 2016, le Bénin a su s’approprier les objectifs et mettre en place des politiques et des législations ciblées pour accélérer les progrès. Ce rapport constitue une source d’information précieuse pour évaluer les performances du Bénin dans l’atteinte des ODD et met en évidence les efforts consentis pour assurer un développement durable et inclusif pour tous.

Le Bénin, conscient des défis qui persistent, reste résolument engagé dans la voie de l’Agenda 2030 et poursuit ses actions pour contribuer à un avenir meilleur pour les générations futures.

Venance Ayébo TOSSOUKPE